

bpost : résultats du second trimestre 2016

Faits marquants du second trimestre 2016

- Le **total des produits d'exploitation (revenus)** s'est établi à 591,9 millions EUR, **en baisse de 1,0%**, suite à la résistance du Domestic Mail, à d'excellents volumes pour les Domestic Parcels et une croissance continue des International Parcels, contrebalancés par une plus faible compensation pour les SIEG, comme anticipé.
- Le **déclin sous-jacent du volume de Domestic Mail se limite à -3,8%** (-6,1% au second trimestre de 2015), la bonne performance étant observée dans tous les portefeuilles.
- Les **volumes des Domestic Parcels sont excellents et ont augmenté de 18,3%** (+12,6% au second trimestre de 2015) portés par l'excellente croissance du e-commerce et la tendance positive continue des envois C2C. Un effet prix/mix négatif de -3,0% a été observé, certes moindre que celui du premier trimestre 2016.
- Les **International Parcels ont progressé de 1,8 millions EUR**, supportés par la contribution positive de la stratégie d'acquisition mais impactés par de plus faibles volumes en provenance de et vers la Chine.
- Les **Additional Sources of Revenues** ont été influencées par la bonne performance des Solutions.
- Les **coûts (hors éléments exceptionnels)** ont diminué de 6,6 millions EUR, soit sous contrôle avec des améliorations de productivité de 707 ETP (réduction moyenne sous-jacente).
- **L'EBITDA est en ligne avec l'année passée (en baisse de 0,3 million EUR)** absorbant complètement la diminution de la compensation pour les SIEG.
- Le **bénéfice net de bpost SA selon les normes BGAAP** s'est établi à 81,4 millions EUR, une diminution de 2,4 million EUR.

Déclaration du CEO

Koen Van Gerven, CEO, a commenté ces résultats comme suit : « *Ce trimestre nous permet de rester en bonne voie pour 2016. Grâce à l'excellente croissance des paquets et la résistance du courrier domestique, nous sommes parvenus à compenser totalement les effets de la rémunération réduite des SIEG sur notre rentabilité et délivrer nos promesses. Je suis également très heureux de voir que ces résultats sont supportés par la contribution positive de la stratégie d'acquisition dans les paquets internationaux. Nous sommes sur le point de réaliser nos perspectives pour cette année et nous attendons à réaliser au moins les mêmes résultats et dividende que l'année dernière. Je souhaite remercier nos clients d'accorder leur confiance en bpost et nos employés, pour leurs efforts.* »

Perspectives

Les perspectives pour 2016 excluent l'impact du rachat des activités belges de Lagardère Travel Retail.

Sur le plan des revenus :

- Nous tablons sur une **baisse sous-jacente de volume aux alentours de 5%** pour le Domestic Mail. Le troisième trimestre comptera un jour de moins (sauf pour les timbres qui compteront le même nombre de jours) et le quatrième trimestre 2016 comptera 1 jour de moins que le même trimestre 2015.
- La **compensation des SIEG** (contrat de gestion et concessions liées à la presse) diminuera de **26,8 millions EUR** par rapport à 2015, pour s'établir à 261,0 millions EUR en 2016, hors inflation et impact lié au volume.
- Nous prévoyons une **croissance à deux chiffres** du volume des **Domestic Parcels** et une **progression continue des International Parcels**, supportées par des acquisitions.

Au niveau des coûts :

- Nous prévoyons des améliorations de productivité au seuil de la fourchette de référence de 800 à 1.200 ETP/an, hors impact de l'intégration de Deltamedia.
- Nous mettrons fortement l'accent sur tous les éléments de coût et le facteur de coût profitera de leviers tels que la suppression de la compensation pour le samedi et le tax shift.

Cela entraînera un **EBITDA et un dividende récurrents pour 2016 se situant au moins aux mêmes niveaux élevés qu'en 2015.**

La génération de liquidités résultant des activités d'exploitation subira l'impact négatif de la compensation réduite et de la modification des modalités de paiement pour les SIEG (-36,8 millions EUR), des versements liés à Alpha et d'un règlement des frais terminaux auprès d'un autre opérateur postal. Le **capex** brut devrait avoisiner les **80,0 millions EUR.**

Chiffres clés

2e trimestre (en millions EUR)			
	Publiés		
	2015	2016	% Δ
Total des produits d'exploitation (revenus)	597,6	591,9	-1,0%
Charges d'exploitation	437,9	432,5	-1,2%
EBITDA	159,8	159,4	-0,2%
Marge (%)	26,7%	26,9%	
EBIT	138,3	136,8	-1,1%
Marge (%)	23,1%	23,1%	
Résultat avants impôts	139,2	130,2	-6,5%
Impôts sur le résultat	48,1	42,3	
Résultat net	91,2	87,9	-3,6%
Flux de trésorerie opérationnel disponible	(21,3)	(14,6)	-
Résultat net bpost S.A. (BGAAP)	83,8	81,4	-2,9%
Dette nette/(trésorerie nette), au 30 juin	(720,3)	(729,9)	1,3%

Premier semestre (en millions EUR)			
	Publiés		
	2015	2016	% Δ
Total des produits d'exploitation (revenus)	1.214,2	1.196,5	-1,5%
Charges d'exploitation	881,7	861,2	-2,3%
EBITDA	332,5	335,3	0,8%
Marge (%)	27,4%	28,0%	
EBIT	289,8	290,7	0,3%
Marge (%)	23,9%	24,3%	
Résultat avants impôts	288,2	279,5	-3,0%
Impôts sur le résultat	100,5	95,7	
Résultat net	187,7	183,7	-2,1%
Flux de trésorerie opérationnel disponible	276,8	231,3	-16,4%
Résultat net bpost S.A. (BGAAP)	171,1	171,4	0,1%
Dette nette/(trésorerie nette), au 30 juin	(720,3)	(729,9)	1,3%

Pour plus d'informations:

Baudouin de Hepcée T. +32 2 276 2228 (presse et investisseurs)

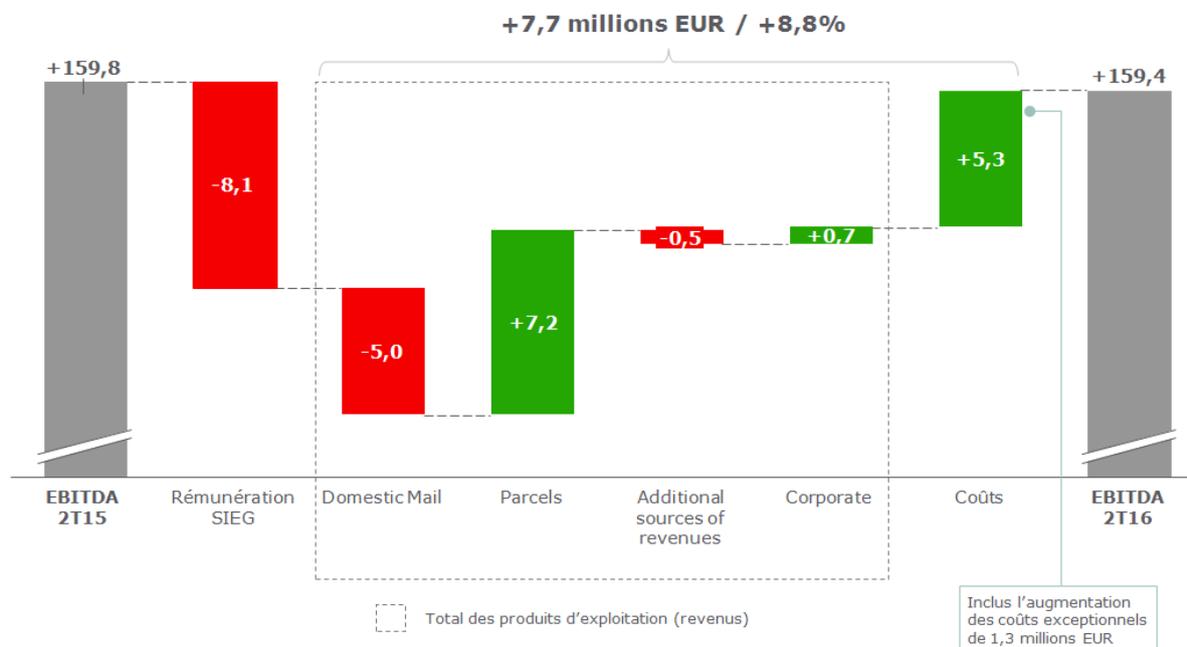
Saskia Dheedene T. +32 2 276 7643 (uniquement investisseurs)

corporate.bpost.be/investors

investor.relations@bpost.be

Second trimestre 2016 - Compte de résultats

Millions EUR



Le total des produits d'exploitation a diminué de 5,7 millions EUR (-1,0%), pour atteindre 591,9 millions EUR, principalement en raison des compensations réduites pour les SIEG (-8,1 millions EUR), conformément aux conditions en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016 dans le cadre du sixième contrat de gestion et des concessions relatives à la presse. L'augmentation des Parcels (+7,2 million EUR), les hausses de prix appliquées au Domestic Mail (+4,5 millions EUR), l'impact de deux jours ouvrables supplémentaires (+2,9 millions EUR) et l'augmentation de Corporate (+0,7 million EUR) ont pu compenser la baisse de volume du Domestic Mail (-12,4 millions EUR) et les recettes moindres émanant des Additional Sources of Revenues (-0,5 million EUR).

Malgré la réduction de la compensation pour les SIEG, l'**EBITDA** et l'**EBIT** n'ont respectivement régressé que de 0,3 million EUR et de 1,5 millions EUR.

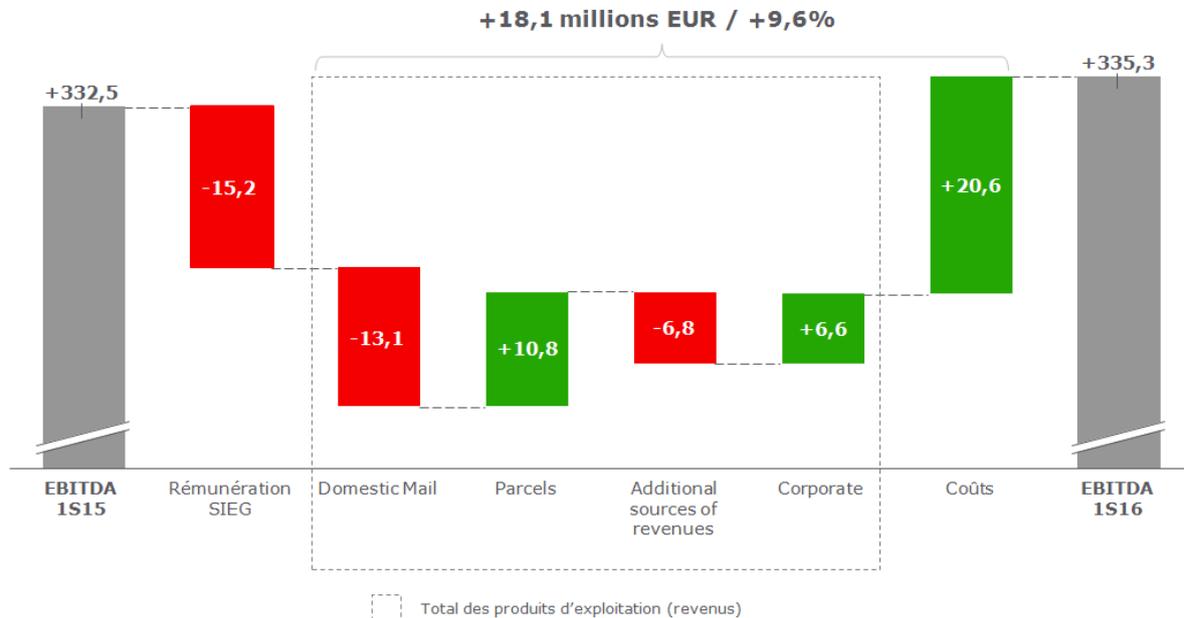
Le **résultat financier net** a baissé de 7,3 millions EUR. Cette évolution s'explique essentiellement par l'augmentation des charges financières hors trésorerie liées aux avantages du personnel IAS 19, engendrée par la diminution des taux d'actualisation.

Les impôts sur le résultat ont diminué par rapport à l'année dernière, le taux d'imposition effectif s'établissant à 32,5%.

Le résultat net IFRS du groupe s'est élevé à 87,9 millions EUR. Le **bénéfice net selon la norme belge GAAP** de la société mère s'élève à 81,4 millions EUR.

Premier semestre 2016 - Compte de résultats

Millions EUR



Le **total des produits d'exploitation** a diminué de 17,7 millions EUR (-1,5 %), pour atteindre 1.196,5 millions EUR. Si l'on exclut la compensation moindre pour les SIEG (-15,2 millions EUR), le résultat d'exploitation a baissé de 2,5 millions EUR. L'augmentation au niveau de Parcels (+10,8 millions EUR), les hausses de prix appliquées au Domestic Mail (+10,2 millions EUR) et l'impact de jours ouvrables supplémentaires (+2,3 millions EUR) n'ont pas pu compenser la baisse de volume du Domestic Mail (-25,6 millions EUR) et les recettes moindres émanant des Additional Sources of Revenues (-6,8 millions EUR). Le total des produits d'exploitation attribuable à Corporate a augmenté de 6,6 millions EUR, en raison principalement de gains supérieurs réalisés sur la vente de bâtiments.

Les dépenses ont diminué de 20,6 millions EUR ou 2,3%, sous l'effet principalement de la réduction des charges du personnel et des frais d'intérim, des frais de transport et autres coûts, compensant la diminution du total des produits d'exploitation et menant à une augmentation de l'**EBITDA** et de l'**EBIT**, respectivement de 0,8 % et 0,3 %.

Le **résultat financier net** a baissé de 7,3 millions EUR. Cette évolution s'explique essentiellement par l'augmentation des charges financières hors trésorerie liées aux avantages du personnel IAS 19, engendrée par la diminution des taux d'actualisation.

Les **impôts sur le résultat** ont diminué par rapport à l'année dernière, le taux d'imposition effectif s'établissant à 34,3%.

Le **résultat net IFRS du groupe** s'est élevé à 183,7 millions EUR. Le **bénéfice net selon les normes belges GAAP** de la société-mère s'est chiffré à 171,4 millions EUR, semblable à celui de l'an dernier.

Total des produits d'exploitation: aperçu des résultats du groupe

Second trimestre 2016

En millions EUR	2T15	SIEG	Δ	2T16	% Δ	var. vol. sous-jacente %
Domestic Mail	364,0	(2,8)	(5,0)	356,3	-1,4%	-3,8%
Transactional Mail	228,8		(4,9)	223,9	-2,2%	-4,8%
Advertising Mail	61,4		(0,6)	60,8	-1,0%	-2,2%
Press	73,8	(2,8)	0,6	71,6	0,8%	-0,3%
Parcels	81,2	0,0	7,2	88,4	8,9%	
Domestic Parcels	39,4		5,8	45,2	14,7%	+18,3%
International Parcels	39,4		1,8	41,2	4,5%	
Special Logistics	2,5		(0,4)	2,1	-15,0%	
Additional Sources of Revenues	145,4	(5,3)	(0,5)	139,6	-0,4%	
International Mail	42,1		(2,1)	40,0	-4,9%	
Value Added Services	23,4		4,0	27,4	17,1%	
Banking and Financial products	51,7	(2,9)	(1,1)	47,8	-2,0%	
Autres	28,2	(2,4)	(1,4)	24,4	-5,0%	
Corporate	6,9		0,7	7,6	9,9%	
TOTAL	597,6	(8,1)	2,4	591,9	0,4%	

Si l'on ne tient pas compte de la compensation moindre pour les SIEG et les concessions relatives à la presse, le **total des produits d'exploitation** a augmenté de 2,4 millions EUR, soit 0,4 %.

Les revenus du **Domestic Mail** ont diminué de -5,0 millions EUR pour atteindre 356,3 millions EUR. Conformément au trimestre précédent, les baisses de volume sous-jacente (corrigée pour 2 jours ouvrables supplémentaires) et publiée, s'élevaient respectivement à -3,8 % et -3,0 %, soit un résultat sensiblement meilleur que pour toute l'année 2015, au cours de laquelle le recul sous-jacent s'élevait à -5,0 %. Le Transactional mail, avec des baisses de volume publiée et sous-jacente de respectivement -3,5 % et -4,8% (vs. -5,3 % de baisse sous-jacente du volume pour toute l'année 2015) a de nouveau souffert de la substitution électronique, sans toutefois qu'on note de réelle accélération. L'Advertising mail a enregistré une baisse de volume publiée et sous-jacente de -2,2 %, par rapport à +0,1% au premier trimestre, soit un résultat significativement meilleur que pour toute l'année 2015 au cours de laquelle le recul sous-jacent était de -4,9 %. Ceci s'explique principalement par l'amélioration des performances dans les secteurs clés du direct mail adressé grâce à la nouvelle approche de vente, en plus d'un trimestre particulièrement favorable pour le courrier non adressé. En outre, les revenus Press ont augmenté de 0,6 million EUR, sous l'effet de la faible baisse des volumes (baisse de volume publiée et sous-jacente de -0,3 % à comparer aux -2,8 % pour l'année entière 2015), ainsi que grâce aux périodiques. La baisse totale de volume de courrier a affecté les revenus à concurrence de -12,4 millions EUR, diminution partiellement compensée par 2 jours ouvrables supplémentaires (+2,9 millions EUR) et l'amélioration nette au niveau des prix et du mix, pour un montant de 4,5 millions EUR.

Les **Parcels** ont enregistré une hausse de 7,2 millions EUR. L'excellente performance des Domestic Parcels (+5,8 millions EUR) et la contribution positive de la stratégie d'acquisition sur les International Parcels (+6,2 millions EUR) ont été partiellement compensées par des revenus moindres pour Special Logistics (-0,4 million EUR) et International Parcels (-4,4 millions EUR). La croissance des volumes de Domestic Parcels (+18,3 %) est une croissance de volume trimestrielle record par rapport au chiffre déjà élevé de 14,6 % au premier trimestre 2016 et les +12,6 % pour

l'année complète 2015. Cette hausse est le fruit de l'e-commerce et de la croissance continue des paquets C2C (offre en ligne). Un effet mix des prix négatif de -3,0 %, qui s'explique par l'évolution du client et du mix de produits, a continué d'impacter l'évolution des revenus. Les International Parcels ont essentiellement été impactés par la contribution positive de la stratégie d'acquisition (6,2 millions EUR), partiellement contrebalancée par de plus faibles volumes en provenance de et vers la Chine (-3,9 millions EUR) et des États-Unis (-0,4 million EUR), subissant toujours l'impact d'un dollar fort, ce qui diminue la compétitivité et l'attractivité des prix des biens américains.

Le total des produits d'exploitation des **Additional Sources of Revenues** a baissé de 0,5 million EUR, pour s'établir à 139,6 millions EUR. Ce recul découle avant tout de la baisse de l'International Mail (-2,1 millions EUR), résultant elle-même principalement de l'attrition de certains clients due à l'exécution conséquente par bpost de la stratégie tarifaire consistant à ne pas octroyer de ristournes, de façon à conserver des marges de profit raisonnables. Les Value Added Services ont continué d'enregistrer une forte croissance, grâce au développement de solutions et services sur mesure liés aux plaques d'immatriculation européennes, au processus de livraison des nouveaux décodeurs et modems aux clients d'un opérateur de télécommunications et aux autres services à valeur ajoutée.

Les revenus de **Corporate** ont augmenté de 0,7 million EUR.

Premier semestre 2016

En millions EUR	1H15	SIEG	Δ	1H16	% Δ	var. vol. sous-jacente %
Domestic Mail	735,3	(4,2)	(13,1)	718,0	-1,8%	-3,9%
Transactional Mail	461,4		(13,8)	447,7	-3,0%	-5,1%
Advertising Mail	126,1		(0,2)	125,9	-0,2%	-1,0%
Press	147,7	(4,2)	0,9	144,4	0,6%	-1,2%
Parcels	164,5	0,0	10,8	175,3	6,6%	
Domestic Parcels	78,9		9,4	88,3	11,9%	+16,4%
International Parcels	80,6		2,3	82,9	2,8%	
Special Logistics	5,0		(0,9)	4,2	-17,1%	
Additional Sources of Revenues	296,1	(11,1)	(6,8)	278,2	-2,3%	
International Mail	87,3		(8,0)	79,3	-9,2%	
Value Added Services	47,7		5,5	53,3	11,6%	
Banking and Financial	103,4	(5,8)	(1,3)	96,3	-1,2%	
Autres	57,6	(5,2)	(3,1)	49,3	-5,3%	
Corporate	18,3		6,6	25,0	36,1%	
TOTAL	1.214,2	(15,2)	(2,5)	1.196,5	-0,2%	

Si l'on ne tient pas compte de la compensation moindre pour les SIEG et les concessions relatives à la presse, le **total des produits d'exploitation** a baissé de 2,5 millions EUR, soit -0,2 %.

Les revenus **Domestic Mail** s'élèvent à 718,0 millions EUR au premier semestre 2016, soit une baisse organique de 13,1 millions EUR par rapport à l'an dernier, due à un recul de l'évolution des volumes publié de -3,6 % et à un recul de l'évolution des volumes sous-jacent de -3,9 %, partiellement compensé par une amélioration du mix et des prix.

Les revenus **Parcels** ont enregistré une croissance de 10,8 millions EUR pour s'établir à 175,3 millions EUR, sous l'effet de la croissance des volumes de 16,4 % des Domestic Parcels et de la contribution positive de la stratégie d'acquisition.

Les Additional Sources of Revenues se sont élevées à 278,2 millions EUR, en baisse de 6,8 millions EUR, essentiellement en raison de l'exécution conséquente par bpost de la stratégie

tarifaire consistant à ne pas octroyer de ristournes, ce qui impacte le portefeuille de produits International mail (-8,0 millions EUR). Cette baisse a partiellement été compensée par la bonne performance des Value Added Services (+5,5 millions EUR).

Les revenus de **Corporate** ont augmenté de 6,6 millions EUR pour s'établir à 25,0 millions EUR, principalement en raison de recettes supérieures issues de la vente de bâtiments.

Charges d'exploitation

Second trimestre 2016

En millions EUR	2T15	2T16	Evolution %
Charges de personnel et frais d'intérim	282,8	280,7	-0,8%
ETP	24.430	24.353	-77
Services et biens divers (excl. frais d'intérim et coûts de transport)	90,3	96,5	6,9%
Coûts de transport	50,3	48,2	-4,3%
Autres coûts	14,4	7,1	-50,7%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	437,9	432,5	-1,2%

Le **total des charges d'exploitation** s'est élevé à 432,5 millions EUR, soit une diminution de 5,3 millions EUR, ou 1,2 %. Tous les frais ont baissé, sauf les frais généraux (SG&A) hors frais d'intérim et de transport. Si l'on exclut les coûts exceptionnels¹, le total des charges d'exploitation a diminué de 6,6 millions EUR, sur base sous-jacente.

Les charges de personnel et frais d'intérim se sont élevés à 280,7 millions EUR, soit une baisse de 2,1 millions EUR, par rapport à la même période en 2015. Au deuxième trimestre 2015, les charges de personnel ont été positivement impactées par un règlement unique des charges sociales (impact négatif net de 4,3 millions en 2016). En dehors de cet élément, les charges de personnel et frais d'intérim ont diminué de 6,4 millions EUR.

La diminution des charges de personnel et des frais d'intérim s'explique essentiellement par les améliorations de la productivité au sein de notre réseau et par la contribution d'Alpha, qui ensemble ont entraîné une réduction moyenne publiée de 77 ETP et intérimaires d'une année à l'autre, générant des économies pour 1,5 million EUR. Cette baisse a atteint un plancher historiquement bas, en effet les chiffres incluant les ETP et intérimaires des nouvelles filiales, l'internalisation de la livraison des journaux (=Deltamedia) et la main-d'œuvre complémentaire pour absorber la croissance des volumes de paquets et solutions. L'impact total des éléments susmentionnés s'est chiffré à 630 ETP et intérimaires. Par conséquent, la réduction sous-jacente moyenne en termes d'ETP et d'intérimaires s'est élevée à 707 pour le trimestre.

Le recrutement d'agents auxiliaires a créé un effet de mix positif à concurrence de 1,5 millions EUR. De plus, la quantité réduite de fonctions de management en raison d'un gel des recrutements et d'une réorganisation a entraîné un effet de mix positif de 3,3 millions EUR.

Un effet prix positif a eu un impact sur les coûts à hauteur de 5,0 millions EUR, découlant de l'effet du tax shift et des frais de licenciement moins élevés.

¹ Sont considérés comme exceptionnels :

- Le règlement unique des charges sociales au deuxième trimestre 2015 (impact négatif net de 4,3 millions EUR en 2016) dans les charges de personnel
- L'impact des coûts liés à des projets stratégiques d'entreprise (3,6 millions EUR) dans les frais généraux hors frais d'intérim et de transport
- L'évolution favorable des provisions (4,6 millions EUR) et l'absence de earn-out comptabilisé pour Gout l'an dernier (2,0 millions EUR) dans les autres coûts.

Ces effets positifs ont été contrebalancés en partie par une évolution défavorable des arriérés de congés (2,3 millions EUR) et par une augmentation des coûts liés aux avantages du personnel (1,6 million EUR).

Les frais généraux (SG&A) hors frais d'intérim et de transport ont augmenté de 6,2 millions EUR (6,9%), ou 2,6 millions EUR si l'on exclut l'impact négatif des coûts exceptionnels liés à des projets stratégiques d'entreprise (3,6 millions EUR). Les frais de publicité et d'annonce et les frais de maintenance et réparation ont augmenté respectivement de 1,1 millions EUR et 1,1 millions EUR.

Les frais de transport se sont élevés à 48,2 millions EUR, soit 2,2 millions EUR de moins que l'an dernier (-4,3 %), variation conforme à l'évolution des activités internationales et compensée en partie par des règlements moins favorables de frais terminaux des années précédentes (0,5 million EUR).

Les **autres coûts** ont baissé de 7,3 millions EUR. Si l'on exclut les deux éléments non récurrents, qui sont l'évolution favorable des provisions (4,6 millions EUR) et l'absence de earn-out comptabilisé pour Gout l'an dernier (2,0 millions EUR), les autres coûts ont diminué de 0,7 million EUR.

Premier semestre 2016

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2015	2016	Evolution %
Charges de personnel et frais d'intérim	577,3	568,5	-1,5%
ETP	24.446	24.230	-216
Services et biens divers (excl. frais d'intérim et coûts de transport)	176,9	180,0	1,8%
Coûts de transport	103,0	98,6	-4,3%
Autres coûts	24,6	14,1	-42,7%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	881,7	861,2	-2,3%

Au premier semestre 2016, le **total des charges d'exploitation** a diminué de 20,6 millions EUR, soit 2,3 %. Cette diminution découle essentiellement de la diminution des autres coûts (-10,5 millions EUR), des charges de personnel et des frais d'intérim (-8,8 millions EUR) et des frais de transport (-4,4 millions EUR), partiellement compensée par une augmentation des services et biens divers, hors frais de transport d'intérim (+3,1 millions EUR).

Au premier semestre 2016, **les charges de personnel et les frais d'intérim** ont diminué de 8,8 millions EUR, essentiellement en raison de la réduction des effectifs moyens de 216 ETP (baisse sous-jacente de 721 ETP), un effet de mix positif résultant du recrutement d'agents auxiliaires et d'un gel des recrutements pour les managers lié à Alpha, partiellement compensé par un règlement positif unique des charges sociales en 2015 et par une hausse des coûts liés aux avantages au personnel.

Les frais généraux (SG&A) hors frais d'intérim et de transport ont augmenté de 3,1 millions EUR, soit 1,8 %, essentiellement en raison de l'augmentation des frais liés à des projets stratégiques d'entreprise.

Au premier semestre 2016, **les frais de transport** se sont élevés à 98,6 millions EUR, soit 4,4 millions EUR de moins que l'an dernier (ou -4,3 %), ce qui est conforme à l'évolution des activités internationales et est compensé en partie par des règlements moins favorables de frais terminaux des années précédentes (0,6 million EUR).

La baisse des **autres coûts** au cours du premier semestre 2016 s'est élevée à 10,5 millions EUR, soit 42,7 %, essentiellement en raison de l'évolution favorable des provisions (5,9 millions EUR), du earn-out comptabilisé pour Gout l'an dernier (2,0 millions EUR) et de l'augmentation accrue de la TVA récupérable (3,0 millions EUR, le pourcentage de la TVA récupérable a augmenté de 13 % en 2014 à 14 % en 2015 et à 18,79 % en 2016).

Flux de trésorerie

Second trimestre 2016

Au second trimestre 2016, la sortie de trésorerie nette a diminué de 3,4 millions EUR par rapport à la même période de l'an dernier, s'établissant à 62,0 millions EUR.

Le **flux de trésorerie opérationnel disponible** (-14,6 millions EUR) est supérieur de 6,6 millions EUR à celui de l'an dernier.

Le **flux de trésorerie généré par les activités d'exploitation** a rapporté une entrée de liquidités de 12,2 millions EUR (-3,3 millions EUR au second trimestre 2015). Si l'on exclut les sorties de liquidités liées à Alpha (-6,3 millions EUR), qui ont eu un impact négatif au second trimestre 2016, les résultats des activités d'exploitation se sont améliorés de 11,1 millions EUR et l'évolution du besoin en fonds de roulement a également montré une tendance positive (+10,7 millions EUR comparé au second trimestre 2015), principalement suite au phasage dans le paiement des commissions sur les produits de banque et assurance vendus par bpost (+7,7 millions EUR) et l'impact positif de l'augmentation de taux de TVA déductible (+3,4 millions EUR).

Les **activités d'investissement** ont dégagé une sortie de trésorerie de 26,8 millions EUR au second trimestre 2016, soit une augmentation de 8,9 millions EUR comparée à la même période l'an dernier. Les plus faibles recettes sur la vente des immobilisations corporelles (-1,2 millions EUR) et des dépenses en capital supérieures (-7,0 millions EUR) expliquent principalement cette évolution. Les sorties de liquidités relatives aux filiales demeurent stables comparé à l'an dernier : les sorties de liquidités pour l'acquisition de la filiale Apple Express (-11,4 millions EUR), CityDepot (-0,2 million EUR) et FDM Australie (-0,1 million EUR) sont en ligne avec les earn-outs de Landmark et Gout payés en 2015 (-10,9 millions EUR).

Les sorties de liquidités liées aux **activités de financement** se sont élevées à 47,4 millions EUR. Cette hausse de 3,2 millions EUR par rapport à l'an dernier est essentiellement due à un paiement de dividendes supérieur au second trimestre 2016 (-4,0 millions EUR).

Premier semestre 2016

Au premier semestre 2016, bpost a généré 181,8 millions EUR de trésorerie nette, soit une baisse de 50,6 millions EUR par rapport à la rentrée nette de liquidités de 232,4 millions EUR pour la même période l'année dernière, principalement suite à l'augmentation des sorties de liquidités des activités d'investissement.

Le **flux de trésorerie généré par les activités d'exploitation** a résulté en une rentrée de liquidités de 293,3 millions EUR, soit 10,0 millions EUR de moins qu'à la même période l'an dernier. La génération de liquidités au départ des activités d'exploitation a subi les impacts négatifs de la plus faible compensation et du changement des modalités de paiement pour les SIEG (-36,8 millions EUR) combinés à des versements liés à Alpha (-18,3 millions EUR) au premier semestre 2016. L'impôt payé sur les exercices d'imposition de l'année précédente a été moindre au premier semestre 2016 qu'au cours de la même période l'année dernière (+21,1 millions EUR). Si l'on exclut ces éléments, les résultats des activités d'exploitation ont augmenté de 17,1 millions EUR et l'évolution du besoin en fonds de roulement s'est légèrement améliorée (6,9 millions EUR comparé au premier semestre 2015) principalement à cause d'éléments de phasage : des frais terminaux payés par un autre opérateur postal (+4,3 millions EUR) et le paiement de commissions sur les produits de banque et assurance vendus par bpost (+6,7 millions EUR). Cela a été partiellement compensé par des changements de modalités de paiement et de règlements relatifs à la Sécurité Sociale (-5,4 millions EUR).

Les **activités d'investissement** ont dégagé une sortie de trésorerie de 62,0 millions EUR au premier semestre 2016, comparée à une sortie de 26,4 millions EUR pour la même période l'an dernier. Cette augmentation s'explique principalement par des dépenses en capital plus importantes (-7,9 millions EUR) et une augmentation des sorties de liquidités liées aux filiales (-33,7 millions EUR). Ces effets ont été partiellement compensés par des produits issus de la vente d'immobilisations corporelles supérieurs (+6,1 millions EUR)

Les sorties de liquidités liées aux **activités de financement** se sont élevées à 49,5 millions EUR, soit 5,1 millions EUR de plus que l'an dernier, en raison d'un paiement de dividendes aux actionnaires plus élevé et d'une distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires au premier trimestre 2016.

Principaux événements du second trimestre

bpost et PostNL ont mis fin à leurs négociations

Le 29 mai 2016, bpost a confirmé avoir mené des négociations avec PostNL concernant une éventuelle combinaison des deux sociétés par le biais d'une offre publique d'acquisition amicale de toutes les actions de PostNL par bpost. Au final, ces négociations n'ont pas abouti à un accord sur les conditions d'une telle transaction.

Au 1^{er} juin 2016, bpost a acquis Apple Express

Au 1^{er} juin 2016, 9517154 Canada Ltd, une filiale de bpost SA à 100%, a acheté les actifs d'Apple Express Courier Ltd et de Matt's Express (1990) Ltd, 2 compagnies canadiennes. bpost US Holding Inc., une autre filiale de bpost SA à 100%, a acheté 100% des actions d'Apple Express Courier Inc., une société américaine basée à Miami. Leur business consiste aux services de livraison « last mile », au transport et stockage pour des clients au Canada et aux Etats-Unis.

Cette acquisition supporte la stratégie de la société, soucieuse de développer des activités internationales de paquets pour l'e-commerce transfrontalier.

La Commission européenne a approuvé le sixième contrat de gestion et les concessions pour la distribution des journaux et périodiques

Le 3 juin 2016, la Commission européenne a annoncé qu'elle approuvait suivant les règles d'aide d'Etat tant le sixième contrat de gestion que les concessions pour la distribution des journaux et périodiques.

bpost a lancé le 20 juin son service bringr, une plateforme collaborative innovante qui permet aux utilisateurs de smartphone de trouver un chauffeur pour l'expédition de biens

Avec bringr, qui constitue une première en Belgique, bpost a complété son offre existante par un service permettant aux clients de désigner un chauffeur pour l'enlèvement de biens et son transport d'un point A à un point B.

Le rôle de bpost consiste à mettre à jour la plateforme collaborative. Les personnes qui s'inscrivent comme candidat chauffeur ne sont pas liées contractuellement à bpost mais doivent évidemment respecter le cadre réglementaire en vigueur.

Pour la phase pilote du projet, bpost a choisi la région d'Anvers. La destination peut être n'importe où en Belgique. En cas de succès de la phase pilote, l'extension vers plusieurs villes suivra.

Calendrier financier

09.08.16 (10:00 CET)
10.10.16

Conférence téléphonique avec les analystes
Début de la période de silence précédant la publication des résultats du 3^e trimestre 2016

09.11.16 (17:45 CET)
15.11.16

Annnonce des résultats du 3^e trimestre 2016
Capital Markets Day

10.11.16 (10:00 CET)

Conférence téléphonique avec les analystes

05.12.16 (17:45 CET)

Annnonce d'acompte sur dividende 2016

08.12.16

Date ex-dividende (dividende intermédiaire)

09.12.16

Date d'enregistrement (dividende intermédiaire)

10.12.16

Date de paiement du dividende intermédiaire

États financiers consolidés intermédiaires²

Compte de résultats consolidé intermédiaire

En millions EUR	NOTES	Total de l'année en cours		2e trimestre	
		2015	2016	2015	2016
Chiffre d'affaires	6	1.206,3	1.183,2	593,7	587,5
Autres produits d'exploitation		7,9	13,3	3,9	4,4
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		1.214,2	1.196,5	597,6	591,9
Approvisionnements et marchandises		(13,7)	(14,9)	(6,3)	(8,0)
Services et biens divers	7	(294,8)	(301,4)	(148,8)	(157,2)
Charges de personnel		(562,4)	(545,7)	(274,7)	(268,2)
Autres charges d'exploitation		(10,9)	0,8	(8,1)	0,9
Dépréciation - Amortissements		(42,6)	(44,6)	(21,5)	(22,7)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		(924,4)	(905,8)	(459,4)	(455,2)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)		289,8	290,7	138,3	136,8
Revenus financiers		2,1	2,7	0,7	2,0
Charges financières		(8,3)	(16,2)	(5,1)	(13,7)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		4,6	2,3	5,4	5,1
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		288,2	279,5	139,2	130,2
Impôts sur le résultat		(100,5)	(95,7)	(48,1)	(42,3)
RÉSULTAT DE L'ANNÉE		187,7	183,7	91,2	87,9
Attribuable aux:					
Porteurs des capitaux propres de la société-mère		186,7	183,1	91,0	87,5
Intérêts minoritaires		1,0	0,6	0,1	0,4
REVENU PAR ACTION					
En EUR		Total de l'année en cours		2e trimestre	
		2015	2016	2015	2016
► de base, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère		0,93	0,92	0,46	0,44
► dilué, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère		0,93	0,92	0,46	0,44

² Les états financiers consolidés sont préparés conformément à IAS 34 Information financière intermédiaire

Conformément à IAS 33, le résultat par action dilué est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère (après ajustement des effets au titre des actions ordinaires potentielles dilutives) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'année, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

Dans le cas de bpost, aucun effet de dilution n'affecte le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère ni le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires.

État de résultat global consolidé intermédiaire

	Au 30 juin	Au 30 juin
En millions EUR	2015	2016
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	187,7	183,7
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
<i>Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>		
Ecart dû à la conversion des devises étrangères	0,5	0,4
ÉLÉMENTS QUI SERONT RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	0,5	0,4
<i>Éléments ne pouvant pas être reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>		
Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente par les associés	(38,5)	19,7
<i>(Perte) / gain sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	(58,3)	29,8
<i>Impact taxe sur le résultat</i>	19,8	(10,1)
Juste valeur des résultats actuariels sur les avantages sociaux définis	4,2	(5,7)
<i>Perte \ gain actuariel sur les avantages sociaux définis</i>	4,8	(7,3)
<i>Impact taxe sur le résultat</i>	(0,6)	1,6
ÉLÉMENTS NE POUVANT PAS ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	(34,3)	14,0
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT POUR L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	(33,8)	14,4
RÉSULTAT TOTAL DE L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	154,0	198,1
Attribuable aux:		
Porteurs des capitaux propres de la société-mère	153,0	197,5
Intérêts minoritaires	1,0	0,6

Bilan consolidé intermédiaire

En millions EUR	NOTES	Au 31 décembre 2015	Au 30 juin 2016
Actifs			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	8	548,5	538,9
Immobilisations incorporelles	9	89,6	120,1
Participations dans des entreprises associées	10	375,0	397,0
Immeubles de placement		6,5	5,9
Actifs d'impôts différés		47,2	47,1
Créances commerciales et autres créances		2,3	2,1
		1.069,2	1.111,1
Actifs courants			
Actifs destinés à la vente		3,1	0,7
Stocks		11,1	9,9
Impôt sur le résultat à recevoir		1,7	2,3
Créances commerciales et autres créances	11	411,2	328,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	615,7	796,6
		1.042,8	1.138,3
TOTAL DES ACTIFS		2.112,0	2.249,5
Capitaux propres et passives			
Capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société-mère			
Capital souscrit		364,0	364,0
Actions propres		0,0	0,0
Réserves		230,9	293,9
Ecart de conversion		0,6	1,0
Bénéfices reports		99,3	183,7
		694,8	842,6
Intérêts minoritaires		(0,0)	0,0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		694,8	842,6
Passifs non courants			
Emprunts bancaires		56,2	57,1
Avantages au personnel	13	346,2	358,7
Dettes commerciales et autres dettes	14	61,7	24,5
Provisions		29,2	29,7
Impôts différés passives		1,3	1,3
		494,7	471,4
Passifs courants			
Emprunts bancaires		9,6	9,3
Découverts bancaires		0,2	0,2
Provisions		35,0	29,6
Impôts sur le résultat à payer	15	39,4	109,4
Dettes commerciales et autres dettes	16	838,3	787,1
		922,5	935,5
TOTAL DES PASSIFS		1.417,2	1.406,9
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		2.112,0	2.249,5

Mouvements consolidés des capitaux propres

ATTRIBUABLES AUX PORTEURS DE CAPITAUX PROPRES

En millions EUR	Capital souscrit	Actions propres	Autres reserv es	Ecart de conversi on de devise	Resultat de l'exercice	Total	Interets minorita ires	Total des capitaux propres
AU 1 JANVIER 2015	364,0	0,0	229,4	0,6	87,5	681,4	0,0	681,4
Résultat de l'année 2015					186,7	186,7	1,0	187,7
Autres éléments du résultat			53,2	0,5	(87,5)	(33,8)		(33,8)
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE	0,0	0,0	53,2	0,5	99,2	153,0	1,0	154,0
Dividendes payés			(44,0)		0,0	(44,0)	0,0	(44,0)
Autres			(3,2)		1,0	(2,2)	(1,0)	(3,2)
AU 30 JUIN 2015	364,0	(0,0)	235,4	1,1	187,7	788,2	0,0	788,2
Au 1 JANVIER 2016	364,0	(0,0)	230,9	0,6	99,3	694,8	0,0	694,8
Résultat de l'année 2016					183,1	183,1	0,6	183,7
Autres éléments du résultat			113,3	0,4	(99,3)	14,4		14,4
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE	0,0	0,0	113,3	0,4	83,8	197,5	0,6	198,1
Dividendes payés			(48,0)		0,0	(48,0)	(2,0)	(50,0)
Autres			(2,3)		0,6	(1,7)	1,4	(0,3)
AU 30 JUIN 2016	364,0	(0,0)	293,9	1,0	183,7	842,6	0,0	842,6

Les fonds propres ont augmenté de 147,8 millions EUR, soit 21,3%, pour atteindre 842,6 millions EUR au 30 juin 2016 (694,8 millions EUR au 31 décembre 2015). L'augmentation est principalement due au bénéfice réalisé de 183,7 millions et par l'ajustement positif de la juste valeur du portefeuille obligataire de bpost banque pour un montant de 19,7 millions EUR, partiellement compensé par le paiement de dividendes pour un montant de 50,0 millions EUR et la perte non-réalisée des avantages postérieurs à l'emploi (5,7 millions EUR).

Flux de trésorerie intermédiaire consolidé

En millions EUR	Total de l'année en cours		2 ^e trimestre	
	2015	2016	2015	2016
Activités opérationnelles				
Résultat avant impôt	288,2	279,5	139,2	130,2
Amortissements et réductions de valeur	42,2	44,6	21,1	22,7
Réductions de valeur sur créances commerciales	0,2	0,9	0,5	0,5
Gain sur la vente d'immobilisations corporelles	(5,0)	(9,5)	(2,7)	(2,2)
Variation des avantages au personnel	(10,1)	5,2	(6,4)	7,7
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(4,6)	(2,3)	(5,4)	(5,1)
Impôts payés sur le résultat	(4,3)	(4,0)	(1,9)	(1,8)
Impôts payés sur le résultat des années précédentes	(42,0)	(20,9)	0,0	0,0
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES AVANT CHANGEMENT DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DES PROVISIONS	264,6	293,4	144,4	151,9
Diminution / (Augmentation) des créances commerciales et autres créances	75,7	81,3	(8,9)	(1,0)
Diminution / (Augmentation) des stocks	1,6	1,2	0,7	0,7
Augmentation / (Diminution) des dettes commerciales et autres dettes	(39,8)	(78,0)	(140,0)	(135,5)
Augmentation / (Diminution) des provisions	1,2	(4,7)	0,5	(4,0)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	303,2	293,3	(3,3)	12,2
Activités d'investissement				
Produits découlant de la vente d'immobilisations corporelles	8,2	14,4	5,3	4,1
Acquisition d'immobilisations corporelles	(17,4)	(25,8)	(9,5)	(16,1)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(6,3)	(5,9)	(2,8)	(3,2)
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(10,9)	(44,7)	(10,9)	(11,7)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(26,4)	(62,0)	(17,9)	(26,8)
Activités de financement				
Remboursement des dettes et de contrats de location financement	(0,4)	0,5	(0,2)	0,6
Dividendes payés	(44,0)	(48,0)	(44,0)	(48,0)
Dividendes payés aux intérêts minoritaires		(2,0)		
FLUX DE TRÉSORERIE NET GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(44,4)	(49,5)	(44,2)	(47,4)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	232,4	181,8	(65,5)	(62,0)
IMPACT NET DU TAUX DE CHANGE	1,3	(0,9)	0,5	0,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 1 ^{er} janvier	562,0	615,5		
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 30 juin	795,7	796,4		
MOUVEMENTS ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN	233,7	180,9		

Commentaires sur les états financiers consolidés intermédiaires

1. Informations générales

Les états financiers consolidés intermédiaires de bpost au 30 juin 2016 ont été approuvés en accord avec la résolution du Conseil d'Administration du 8 août 2016.

Activités commerciales

bpost et ses filiales (dénommée ci-après « bpost ») fournissent des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier et du paquet, en ce compris l'enlèvement, le transport, le tri et la distribution de courrier adressé et non adressé, d'imprimés, de journaux, et de paquets.

Par le biais de ses filiales et de ses entités commerciales, bpost vend également toute une série d'autres produits et services, parmi lesquels des produits postaux, paquets, produits bancaires et financiers, des services de livraison express, la gestion de documents et d'autres services apparentés. bpost fournit également des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) pour le compte de l'État belge.

Statut juridique

bpost est une société anonyme de droit public. Le siège social de bpost est sis au Centre Monnaie, à 1000 Bruxelles.

2. Base de préparation et principes comptables

Base de préparation

Ces états financiers intermédiaires ont été revus par un auditeur indépendant (voir notes, état de revue limité).

Les états financiers consolidés intermédiaires pour ces 6 mois au 30 juin 2016 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations et publications requises dans les états financiers annuels, et devraient être lus en conjonction avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2015.

Principes comptables significatifs

Les principes comptables adoptés pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires sont en ligne avec ceux suivis dans la préparation des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2015, à l'exception de l'adoption de nouveaux standards et interprétations effectifs à partir du 1er janvier 2016.

Les nouvelles normes et amendements repris ci-dessous, entrés en vigueur au 1er janvier 2016, n'ont aucun impact sur la présentation, la performance ou la position financière de bpost :

- **IFRS 14** – Comptes de report réglementaire
- **IAS 27 – Amendements** – Mise en équivalence dans les états financiers individuels
- **IAS 1 – Amendements** – Initiative Informations à fournir
- **Améliorations annuelles des IFRS cycle 2012-2014**
- **IAS 16 - IAS 38 – Amendements** – Clarification sur les modes d'amortissements acceptables

- **IFRS 11 – Amendement** – Comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans une entreprise commune
- **IAS 16 – IAS 41 – Amendements** - Agriculture: actifs biologiques producteurs
- **IFRS10, IFRS 12 & IAS 28 – Amendements** – Entités d'investissement: Application de l'exemption de consolidation

Normes et interprétations qui ne sont pas encore appliqués par bpost

Les nouvelles normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, approuvées mais pas encore effectives ou qui deviendront prochainement obligatoires, n'ont pas été adoptées par bpost dans la présentation de ses états financiers consolidés intermédiaires :

Norme ou interprétation	Date effective de publication
IAS 7 – Amendements – Initiative concernant les informations à fournir	1 janvier 2017
IAS 12 – Amendements – Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes	1 janvier 2017
IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients	1 janvier 2018
IFRS 9 – Instruments financiers	1 janvier 2018
IFRS 16 – Contrats de location	1 janvier 2019

bpost n'a pas adopté de façon anticipée d'autres normes, interprétations ou amendements publiés mais pas encore effectifs.

3. Saisonnalité des opérations

Selon le sixième contrat de gestion, bpost est le fournisseur de certains SIEG. Ces derniers comprennent, entre autres, le maintien d'un réseau Retail étendu et des services tels que le paiement à domicile des pensions et l'exécution de services financiers postaux. En vertu de l'engagement pris par l'État belge vis-à-vis de la Commission européenne, la distribution des journaux et magazines ne fait plus partie du contrat de gestion. L'État belge a décidé à cet égard d'attribuer le contrat de distribution des journaux et périodiques à bpost à l'issue d'une consultation publique du marché.

La compensation des SIEG se base sur une méthodologie de coût net évité (« NAC » pour net avoided cost) et est répartie de manière égale sur les quatre trimestres. Cette méthode veille à ce que la compensation soit calculée en fonction de la différence en coût net entre le fait d'assurer ou non la fourniture des SIEG. La rémunération pour la distribution des quotidiens et périodiques est composée d'un montant forfaitaire (équitablement réparti sur les quatre trimestres) et d'une commission variable selon les volumes distribués. Cette rémunération est soumise à un calcul ex post reposant sur l'évolution des coûts de base de bpost. En cours d'année, les calculs sont effectués pour les SIEG et la distribution des journaux et périodiques afin de s'assurer que la rémunération corresponde bien aux montants comptabilisés.

4. Regroupements d'entreprises

Contrepartie additionnelle CityDepot

En mai 2016, bpost SA a acquis 10% supplémentaires de CityDepot NV, pour atteindre un total de 58% des actions pour un montant de 0,2 million EUR.

Acquisitions des six premiers mois, arrêtées au 30 juin 2016

Le 21 mars 2016, bpost SA a racheté 100 % des parts de Freight Distribution Management Systems PTY Ltd et FDM Warehousing PTY Ltd (« FDM »), deux sociétés australiennes établies à Sydney.

Ces entités FDM sont spécialisées dans les services clients personnalisés dans les secteurs de l'entreposage et de la distribution de produits en Australie. Les activités de FDM couvrent les logistiques pour des tierces parties (3PL pour Third Party Logistics), l'entreposage, le transport et la distribution.

Sur base de la convention d'achat, bpost SA a payé un montant de 14,8 millions EUR, ce montant incluant un ajustement calculé du prix d'achat de 0,4 million EUR, basé sur la clôture finale des comptes. De plus, la convention comprend un accord de contrepartie conditionnelle et prévoit une rémunération complémentaire basée sur l'EBITDA réalisé en 2016 et 2017. Sur base des dernières prévisions, la juste valeur de la contrepartie conditionnelle est reconnue pour un montant de 6,8 millions EUR comme dette financière.

Le goodwill calculé, après ajustement du prix, est présenté comme suit:

VALEUR COMPTABLE DANS L'ENTITE ACQUISE	En millions EUR
Actifs courants	4,3
Actifs non-courants	3,8
Passifs courants	1,7
Passifs non-courants	1,0
Actifs nets	5,4
Juste valeur des actifs acquis soit 100% actifs net	5,4
Ecart d'acquisition positif	16,2
Contrepartie d'achat transférée	21,6
dont:	
- montant payé	14,8
- contrepartie conditionnelle	6,8

Analyse des flux de trésorerie sur l'acquisition	En millions EUR
Trésorerie acquise de la filiale	2,7
Montant payé	(14,8)
Sortie nette de trésorerie	(12,1)

Le goodwill provient de synergies attendues du regroupement d'activités de bpost et de ses filiales.

Au 1er juin 2016, 9517154 Canada Ltd, une filiale de bpost SA à 100%, a acheté les actifs d'Apple Express Courier Ltd et de Matt's Express (1990) Ltd, 2 compagnies canadiennes. bpost US Holging Inc., une autre filiale de bpost SA à 100%, a acheté 100% des actions d'Apple Express Courier Inc., une société américaine basée à Miami.

Ces entités Apple Express fournissent principalement des services de livraison « last mile », pour leurs client au Canada et aux Etats-Unis. Leur business consiste aux services de transport et de stockage.

Le prix d'achat total était de 18,0 millions CAD (12,5 millions EUR) et est assujetti à un ajustement sur base des liquidités nettes et du fonds de roulement net à la date de clôture. En outre, la convention comprend un accord de contrepartie conditionnelle (appelé earn-out). Le traitement comptable et l'allocation du prix d'achat pour cette acquisition sont toujours en cours de révision et seront totalement dévoilés à la fin de l'année.

5. Secteurs opérationnels

Au 1^{er} janvier 2016, les paquets prépayés ont été transférés de MRS à P&I, ce qui fait que tous les paquets sont désormais comptabilisés sous P&I. Compte tenu de ces changements, les chiffres de 2015 ont été rendus comparables afin de refléter ces modifications. Ces chiffres comparables figurent sous l'intitulé « comparable ». Les écarts mentionnés ci-après comparent les chiffres de 2016 avec les chiffres comparables de 2015.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des revenus par secteur opérationnel :

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e trimestre	
	2015 Comparable	2016	Evolution %	2015 Comparable	2016
MRS	940,5	913,0	-2,9%	465,5	454,1
P&I	255,3	258,5	1,2%	125,2	130,3
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION POUR LES SECTEURS OPÉRATIONNELS	1.195,8	1.171,5	-2,0%	590,7	584,3
Corporate (catégorie de réconciliation)	18,3	25,0	36,1%	6,9	7,6
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1.214,2	1.196,5	-1,5%	597,6	591,9

Les revenus attribuables au secteur opérationnel MRS ont diminué de 11,4 millions EUR, comparé au second trimestre 2015, pour atteindre 454,1 millions EUR, principalement suite :

- À la plus faible compensation pour les SIEG et les concessions de presse,
- à la baisse sous-jacente du volume de Domestic Mail de 3,8%,
- partiellement compensés par des augmentations de prix du Domestic Mail et des revenus plus élevés pour les Value Added Services.

La croissance des revenus de P&I s'est élevée à 5,0 millions EUR au second trimestre. L'augmentation du portefeuille de produits Parcels (+7,2 millions EUR) fait principalement suite à la bonne performance des Domestic Parcels (+5,8 millions EUR) et à la contribution positive de la stratégie d'acquisitions (+6,2 millions EUR), partiellement compensées par de plus faibles revenus d'International Parcels (-4,4 millions EUR) et de Special Logistics (-0,4 million EUR). Par ailleurs, la diminution d'International Mail (-2,1 millions EUR) est principalement le résultat d'une exécution conséquente par bpost d'une stratégie tarifaire en vue de conserver des marges raisonnables.

Les revenus inter-sectoriels sont immatériels. Il n'y a pas de produit d'exploitation interne.

À l'exception de la rémunération reçue pour fournir les services décrits dans le contrat de gestion (voir note 6), aucun client extérieur ne représente plus de 10 % du total des revenus d'exploitation de bpost.

Le tableau suivant présente les revenus des clients externes alloués à la Belgique et aux pays étrangers, compris dans le total des produits d'exploitation de bpost. L'allocation des revenus entre les clients externes est effectuée selon leur localisation géographique.

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e trimestre	
	2015	2016	Evolution %	2015	2016
Belgique	1.051,2	1.034,7	-1,6%	518,8	514,5
Reste du Monde	163,0	161,8	-0,7%	78,8	77,5
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1.214,2	1.196,5	-1,5%	597,6	591,9

Les tableaux ci-dessous présentent les informations d'EBIT et d'EAT relatives aux secteurs opérationnels de bpost pour les exercices clôturés au 30 juin 2016 et 2015 :

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e trimestre	
	2015 Comparable	2016	Evolution %	2015 Comparable	2016
MRS	256,4	259,1	1,1%	121,6	123,9
P&I	40,9	41,4	1,1%	18,0	20,6
EBIT DES SECTEURS OPERATIONNELS	297,4	300,5	1,1%	139,5	144,4
Corporate (catégorie de réconciliation)	(7,5)	(9,8)	30,5%	(1,3)	(7,6)
EBIT	289,8	290,7	0,3%	138,3	136,8

Au second trimestre 2016, l'EBIT du secteur opérationnel MRS a augmenté de 2,3 millions EUR, pour atteindre 123,9 millions EUR. La plus faible compensation pour les SIEG et les concessions de presse ainsi que la baisse des volumes ont été compensées par des augmentations de prix, améliorations de la productivité et diminution d'autres coûts.

L'EBIT attribuable au secteur opérationnel P&I a augmenté de 2,6 millions EUR, de 18,0 millions EUR à 20,6 millions EUR au second trimestre 2016, principalement grâce à l'augmentation des produits d'exploitation, la meilleure performance de certaines filiales de P&I, et le earn-out de Gout l'an dernier (2,0 millions EUR).

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e trimestre	
	2015 Comparable	2016	Evolution %	2015 Comparable	2016
MRS	256,4	259,1	1,1%	121,6	123,9
P&I	40,9	41,4	1,1%	18,0	20,6
EAT DES SECTEURS OPERATIONNELS	297,4	300,5	1,1%	139,5	144,4
Corporate (catégorie de réconciliation)	(109,6)	(116,8)	6,5%	(48,4)	(56,6)
EAT	187,7	183,7	-2,1%	91,2	87,9

Les revenus financiers, les charges financières, la quote-part dans le résultat des entreprises associées et les charges d'impôt sur le résultat sont tous compris dans la catégorie de réconciliation « Corporate ».

Le tableau ci-dessous donne des informations détaillées sur la catégorie de réconciliation « Corporate » :

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e trimestre	
	2015	2016	Evolution %	2015	2016
PRODUITS D'EXPLOITATION	18,3	25,0	36,1%	6,9	7,6
Départements centraux (Finance, Legal, Internal Audit, CEO, ...)	(31,7)	(33,4)	5,4%	(15,7)	(18,5)
Autres éléments de réconciliation	5,9	(1,4)	-123,4%	7,5	3,2
CHARGES D'EXPLOITATION	(25,9)	(34,8)	34,5%	(8,2)	(15,3)
EBIT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)	(7,5)	(9,8)	30,5%	(1,3)	(7,6)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	4,6	2,3	-49,8%	5,4	5,1
Résultats financiers	(6,2)	(13,5)	118,2%	(4,4)	(11,7)
Impôts sur le résultat	(100,5)	(95,7)	-4,7%	(48,1)	(42,3)
EAT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)	(109,6)	(116,8)	6,5%	(48,4)	(56,6)

Le résultat d'exploitation (EBIT) attribuable à la catégorie de réconciliation Corporate a diminué de 6,3 millions EUR pour atteindre -7,6 millions EUR au second trimestre 2016 (-1,3 millions EUR au second trimestre 2015). Cette diminution est principalement due à un règlement de charges sociales au second trimestre 2015 (impact net en 2016 de 4,3 millions EUR) et une augmentation des coûts liés à des projets stratégiques.

Les actifs et passifs ne sont pas rapportés par secteur opérationnel dans la société.

6. Chiffre d'affaires

En millions EUR	Total de l'année en cours		2e trimestre	
	2015	2016	2015	2016
Chiffre d'affaires excluant les rémunérations SIEG	1.062,5	1.054,5	521,8	523,6
Rémunération SIEG	143,9	128,6	71,9	63,9
TOTAL	1.206,3	1.183,2	593,7	587,5

7. Charges d'exploitation

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e trimestre		
	2015	2016	Evolution %	2015	2016	Evolution %
Loyers et charges locatives	33,7	34,5	2,3%	17,5	17,9	2,5%
Entretien et réparation	36,4	36,3	-0,4%	18,4	19,4	5,7%
Fournitures d'énergie	18,5	16,1	-13,0%	9,0	7,8	-12,7%
Autres biens	8,8	10,0	13,7%	4,4	5,4	23,3%
Frais postaux et de télécommunication	2,9	3,0	2,6%	1,5	1,6	9,0%
Frais d'assurance	5,7	5,8	1,9%	3,3	3,5	5,9%
Frais de transport	103,0	98,6	-4,3%	50,3	48,2	-4,3%
Publicité et annonces	5,9	6,1	3,8%	3,5	4,5	30,5%
Consultance	3,1	5,4	76,4%	1,4	2,3	60,9%
Intérim	14,9	22,8	53,0%	8,1	12,5	54,3%
Frais de rémunération de tiers	52,2	53,6	2,7%	26,3	29,1	10,5%
Autres services	9,7	9,2	-4,8%	5,1	5,0	-3,0%
TOTAL	294,8	301,4	2,2%	148,8	157,2	5,7%

8. Immobilisations corporelles

Lors du premier semestre 2016, les immobilisations corporelles ont diminué de 9,6 millions EUR, ou 1,8%, pour s'établir à 538,9 millions EUR au 30 juin 2016. Cette diminution a surtout découlé des amortissements de 37,8 millions EUR et du transfert de 2,4 millions EUR vers les actifs destinés à la vente, partiellement compensés par des dépenses en capital pour un montant de 25,8 millions EUR et par des acquisitions par voie de regroupement d'entreprises pour un montant de 4,1 millions EUR.

9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 30,5 millions EUR au premier semestre 2016, soit 34,0%, pour atteindre 120,1 millions EUR au 30 juin 2016. Cette augmentation s'explique principalement par les dépenses en capital pour 5,9 millions EUR, le goodwill résultant du rachat de nouvelles filiales (FDM, Apple Express) pour 16,5 millions EUR et la cession d'actifs d'Apple Express pour 14,9 millions EUR. Cette augmentation est en partie compensée par des dépréciations et amortissements pour 6,8 millions EUR.

10. Participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées ont augmenté de 22,0 millions EUR, soit 5,9 %, pour s'établir à 397,0 millions EUR au 30 juin 2016. Cette augmentation est due d'une part à l'augmentation des gains non réalisés sur le portefeuille obligataire pour un montant de 19,7 millions EUR, reflétant une diminution moyenne de la courbe de rendement sous-jacent de 35 points de base (bps), et d'autre part à la part de bpost dans les bénéfices de bpost banque pour les six premiers mois de 2016, d'un montant de 2,3 millions EUR. Au 30 juin 2016, les participations dans les entreprises associées comprenaient des gains nets non réalisés portant sur le portefeuille obligataire pour un montant de 198,6 millions EUR, soit 50,0% du total des participations dans les entreprises associées. Les gains non réalisés ont été générés par le faible niveau des taux d'intérêt par rapport aux rendements au moment de l'acquisition de ces obligations. Les gains non réalisés ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultats, mais directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

11. Créances commerciales et autres créances courantes

Les créances commerciales et autres créances courantes ont diminué de 82,3 millions EUR, soit 20,0%, pour s'établir à 328,9 millions EUR au 30 juin 2016. La baisse est principalement expliquée par le règlement habituel de la créance relative aux SIEG pour le dernier trimestre de 2016.

12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents ont augmenté de 180,9 millions EUR, soit 29,4%, pour atteindre 796,6 millions EUR au 30 juin 2016. Cette augmentation est principalement due au flux de trésorerie opérationnel disponible normalisé (231,3 millions EUR), partiellement compensée par le paiement d'un dividende de 50,0 millions EUR.

13. Avantages au personnel

En millions EUR	Au 31 décembre	Au 30 juin
	2015	2016
Avantages postérieurs à l'emploi	(77,7)	(84,2)
Avantages à long terme	(108,9)	(113,5)
Indemnités de fin de contrat de travail	(11,6)	(8,6)
Autres avantages à long terme	(148,1)	(152,3)
TOTAL	(346,2)	(358,7)

Les avantages au personnel ont augmenté de 12,5 millions EUR, soit 3,6%, pour s'établir à 358,7 millions EUR au 30 juin 2016. Cette augmentation résulte essentiellement des points suivants :

- Le paiement d'avantages pour un montant de 16,9 millions EUR, dont 3,4 millions EUR pour les avantages liés à la retraite anticipée et au travail à temps partiel.
- Des gains actuariels opérationnels (3,0 millions EUR) résultant principalement des avantages « Indemnité pour accident du travail » et « dépenses médicales ».
- Des charges additionnelles de service (11,1 millions EUR), et des charges d'intérêts (2,9 millions EUR).
- Des pertes actuarielles financières de 11,0 millions EUR dues aux changements dans les taux d'actualisation.
- Une perte actuarielle de 7,3 millions EUR lié aux avantages postérieurs à l'emploi est reconnu dans les autres éléments du résultat global.

14. Dettes commerciales et autres non courantes

Les dettes commerciales et autres dettes non courantes ont diminué de 37,1 millions EUR pour atteindre 24,5 millions EUR au 30 juin 2016, principalement en raison du transfert des 24,5 % des parts restantes de Landmark du long terme au court terme, partiellement contrebalancé par les engagements relatifs au rachat complet de FDM (3,4 millions EUR) et de Apple Express (3,9 millions EUR).

15. Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat à payer ont augmenté de 69,9 millions EUR, pour atteindre 109,4 millions EUR au 30 juin 2016. Cela s'explique essentiellement par l'enregistrement de l'impôt sur le résultat, partiellement compensée par le paiement d'impôts au premier trimestre 2016.

16. Dettes commerciales et autres dettes courantes

Les dettes commerciales et autres dettes courantes ont diminué de 51,2 millions EUR, soit 6,1%, pour s'établir à 787,1 millions EUR au 30 juin 2016. Cette diminution s'explique par la diminution des dettes commerciales et des dettes sociales de respectivement 34,4 millions EUR et de 89,3 millions EUR, partiellement compensée par la hausse des autres dettes de 72,6 millions EUR. La réduction des dettes sociales résulte essentiellement d'une différence de calendrier, les cotisations sociales pour l'année 2015 entière (congrés payés, primes...) ayant été payées au premier semestre 2016. L'augmentation des autres dettes s'explique principalement par le paiement anticipé par l'État belge du montant (45,0 millions EUR) pour la rémunération des SIEG ainsi que par le transfert du long au court terme de l'acquisition des actions restantes de Landmark, la contrepartie conditionnelle relative à l'acquisition de FDM (3,4 millions EUR) et de Apple Express (3,6 millions EUR), partiellement compensés par le paiement de 24,5% des actions de Landmark en 2016.

17. Actifs et passifs éventuels

Au 30 juin 2016, bpost employait 6.537 agents auxiliaires. A l'heure actuelle, 53 agents ont entamé des procédures contre la Société devant des tribunaux du travail, réclamant un salaire et des avantages équivalents à ceux des contractuels barémiques et employés statutaires effectuant le même travail. Toutes les plaintes et allégations sont contestées par bpost. Jusqu'à présent, aucun tribunal n'a confirmé les plaintes et le 25 mai 2016, la Cour d'Appel de Mons a rejeté les plaintes de 11 agents auxiliaires au niveau d'appel.

Actuellement, il n'y a plus de plaintes en cours, mais des procédures en appel ou en cassation peuvent toujours être introduites.

18. Événements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important impactant la situation financière de l'entreprise n'a été observé après la clôture de l'exercice.

Rapport du Collège des Commissaires-Réviseurs d'Entreprises

Rapport du Collège des Commissaires – Réviseurs d'Entreprises aux actionnaires de la société anonyme de droit public bpost sur l'examen limité des états financiers consolidés intermédiaires condensés clos le 30 juin 2016 pour la période de six mois se terminant à cette date.

Introduction

Nous avons procédé à un examen limité du bilan consolidé intermédiaire de bpost SA de droit public (la "Société") et de ses filiales (communément le « Groupe »), arrêté au 30 juin 2016, ainsi que du compte de résultats consolidé intermédiaire, de l'état du résultat global consolidé intermédiaire, de l'état des variations des capitaux propres consolidé intermédiaire, et du tableau des flux de trésorerie intermédiaire consolidé y afférent pour la période de six mois se terminant à cette date ainsi que des notes explicatives, communément, les « Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés ». La préparation et la présentation des Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés conformément à l'International Financial Reporting Standard IAS 34 Information Financière Intermédiaire adopté par l'Union Européenne relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur ces Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés basée sur notre examen limité.

Etendue de notre revue

Nous avons effectué notre examen limité conformément à la norme internationale ISRE 2410 « Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité ». Un examen limité de l'information financière intermédiaire comprend la réalisation d'entretiens, essentiellement avec le personnel de la société responsable des matières financières et comptables, l'application de revues analytiques ainsi que d'autres travaux. L'étendue de ces travaux est largement moins importante que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit (ISA's) et, de ce fait, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés ci-joints n'ont pas été établis, dans tous ses aspects significatifs, conformément à l'IAS 34 Information Financière Intermédiaire, tel qu'adopté par l'Union Européenne.

Diegem, le 8 août 2016

Le Collège des Commissaires-Réviseurs d'Entreprises
Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCCRL
représentée par

Eric Golenvaux*
Associé

* agissant au nom d'une SPRL

PVMD Bedrijfsrevisoren BCVBA
représentée par

Caroline Baert
Associée

Autres informations financières (non audité)

Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés

bpost analyse également la performance de ses activités sur une base normalisée ou avant éléments non récurrents. Les postes non récurrents représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses des résultats. bpost tend à recourir à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est non récurrent et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés.

Un élément non récurrent est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.

La présentation des résultats normalisés n'est pas conforme aux IFRS et n'est pas auditée. Les résultats normalisés ne peuvent être comparés aux chiffres normalisés par d'autres entreprises, étant donné que ces entreprises peuvent calculer leurs chiffres normalisés différemment de bpost. Les mesures financières normalisées sont présentées ci-dessous.

Compte de résultats

Aucun élément non récurrent n'a été identifié dans le compte de résultats au second trimestre 2015 et 2016.

Flux de trésorerie

Aucun élément non récurrent n'a été identifié dans le flux de trésorerie au second trimestre 2015 et 2016.

Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges

En millions EUR	Total de l'année en cours			2e trimestre		
	2015	2016	Evolution %	2015	2016	Evolution %
Résultat net consolidé IFRS	187,7	183,7	-2,1%	91,2	87,9	-3,6%
Résultats des filiales et impacts de déconsolidation	(13,6)	(18,6)	37,1%	(4,9)	(8,4)	71,3%
Différences dans les dotations aux amortissements et réductions de valeur	(4,0)	(0,3)	-91,8%	(1,3)	(0,0)	-98,7%
Différences de comptabilisation des provisions	(0,9)	(2,4)	182,9%	(0,2)	(2,2)	-
Effets de la norme IAS19	(10,5)	3,1	-129,5%	(5,3)	6,0	-213,9%
Impôts différés	6,6	1,5	-77,2%	3,0	(0,2)	-105,2%
Autres	5,7	4,4	-22,6%	1,3	(1,8)	-232,9%
Résultat net non consolidé selon les GAAP belges	171,1	171,4	0,1%	83,8	81,4	-2,9%

Le résultat net non consolidé de bpost après impôts, préparé en vertu des GAAP belges, peut être obtenu en deux étapes à partir du résultat après impôts consolidé selon les normes IFRS.

La première étape consiste à déconsolider le résultat après impôts selon les normes IFRS, c.-à-d. :

- soustraire les résultats des filiales, à savoir retirer le résultat des filiales après impôts ; et
- éliminer tout autre impact des filiales sur le compte de résultats de l'entreprise (comme les réductions de valeur des participations) et ajouter les dividendes reçus de ces filiales. Au second trimestre 2015 et 2016, Alteris a payé un dividende de 4,0 millions EUR à bpost.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des impacts mentionnés ci-dessus :

En millions EUR	Total de l'année en cours		2e trimestre	
	2015	2016	2015	2016
Bénéfice des filiales consolidées par intégration globale belges (GAAP locale)	(4,9)	(6,7)	(2,3)	(3,6)
Bénéfice des filiales internationales (GAAP locale)	(4,8)	(7,0)	(2,7)	(4,9)
Part des bénéfices de la banque bpost (GAAP locale)	(7,2)	(6,6)	(3,6)	(3,5)
Autres impacts de déconsolidation	3,4	1,7	3,7	3,7
TOTAL	(13,6)	(18,6)	(4,9)	(8,4)

La seconde étape consiste à extraire les chiffres GAAP belges des chiffres IFRS en inversant tous les ajustements IFRS effectués pour parvenir à des chiffres GAAP. Voici une liste non exhaustive de ces ajustements :

- Différences dans le traitement des dépréciations et réductions de valeur : les GAAP belges autorisent des durées de vie utile (et donc des taux de dépréciation) différentes pour les actifs immobilisés par rapport aux IFRS. Le goodwill est amorti selon les GAAP belges alors que les IFRS exigent un test de réduction de valeur du goodwill. Les IFRS permettent également de comptabiliser les actifs incorporels au bilan autrement que les GAAP belges ;
- Les provisions sont comptabilisées suivant des critères différents selon les GAAP belges et les IFRS ;
- Les IFRS exigent que toutes les obligations futures envers le personnel soient comptabilisées en tant que dettes sous l'IAS 19, ce que les GAAP belges ne prévoient pas. Les mouvements

de dettes IFRS sont comptabilisés dans le compte de résultats de la Société sous la rubrique frais de personnel ou provisions, à l'exception de l'impact des fluctuations des taux d'actualisation des obligations futures comptabilisé comme résultat financier. L'évolution d'une année à l'autre au second trimestre est principalement expliquée par l'augmentation des charges financières relatives aux avantages aux employés, suite à une diminution des taux d'actualisation.

- Les impôts différés ne sont pas un principe comptable selon les GAAP belges, mais bien sous les IFRS.

Déclaration des représentants légaux

Le Comité de direction de bpost déclare que, au meilleur de sa connaissance, les états financiers consolidés abrégés, établis en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS), donnent une image fidèle et juste des actifs, de la position financière et des résultats de bpost et des filiales incluses dans la consolidation.

Le rapport financier donne un aperçu fidèle de l'information qui doit être publiée conformément aux articles 13 du Décret Royal du 14 novembre 2007.

Le Comité de direction de bpost est représenté par Koen Van Gerven, administrateur délégué et Koen Beeckmans, Chief Financial Officer.

Déclarations prospectives

Les informations de ce document peuvent inclure des déclarations prospectives³, basées sur les attentes et projections actuelles du Management concernant des événements à venir. De par leur nature, les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et induisent des risques connus et inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs, du fait qu'elles se réfèrent à des événements et dépendent de circonstances futures, sous le contrôle ou non de l'Entreprise. De tels facteurs peuvent induire un écart matériel entre les résultats, les performances ou les développements réels et ceux qui sont exprimés ou induits par de telles déclarations prospectives. Par conséquent, il n'y a aucune garantie que de telles déclarations prospectives se vérifieront. Elles ne se révèlent pertinentes qu'au moment de la présentation et l'Entreprise ne s'engage aucunement à mettre à jour ces déclarations prospectives pour refléter des résultats réels, des modifications d'hypothèses ou des changements au niveau des facteurs affectant ces déclarations.

³ Comme défini entre autres au sens de l'U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995

Glossaire

- **Capex** : montant total investi dans des immobilisations.
- **EBIT ou Résultat d'exploitation** : Earnings Before Interests and Taxes
- **EBITDA** : Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization. Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations.
- **Taux d'imposition effectif**: Impôt des sociétés/Résultats avant impôts
- **Dette nette/(trésorerie nette)** représente les prêts, avec ou sans intérêts diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie
- **EBITDA/EBIT/EAT normalisé** : EBITDA/EBIT/EAT, éléments non-récurrents exclus. Les postes non récurrents représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses des résultats. bpost tend à recourir à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est non récurrent et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés. Un élément non récurrent est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.
- **Flux de trésorerie opérationnel disponible (FCF)**: trésorerie nette des activités d'exploitation + trésorerie nette des activités d'investissements